

**TRANSMISSION DE LA HAUSSE DES PRIX ALIMENTAIRES
MONDIAUX EN AFRIQUE DE L'OUEST**
Conférence de Ouagadougou – MSU/ ReSAKSS/CILSS/Syngenta

Leçons tirées de la crise 2007-08
Recommandations et perspectives

Roger Blein



Bureau Issala



Une communication en deux points...

I. Principaux enseignements de la crise et de ses réponses

II. Principales recommandations

Une communication en deux points...

I. Principaux enseignements de la crise et de ses réponses

II. Principales recommandations

I. Quels sont les principaux enseignements ?

- **Le retour de l'agriculture et de l'alimentation dans l'agenda national, régional et international**
 - Tous les pays ont replacé l'enjeu alimentaire dans leur agenda politique, et ont dégagé des ressources financières conséquentes pour affronter la crise, mais difficulté à tenir les engagements de Maputo et débat sur la « qualité de la dépense publique »
 - Les politiques agricoles régionales ressortent fortement crédibilisées, notamment celle de la CEDEAO (ECOWAP) = accélération de la mise en œuvre (PNIA, PRIA)
 - Les partenaires extérieurs rivalisent d'intérêt pour l'agriculture et révisent leur doctrine (notamment BM)
 - dans le domaine des investissements et
 - dans le domaine de la régulation des marchés
- ... **mais peinent à mettre en œuvre les engagements du Sommet de l'Aquila**

I. Quels sont les principaux enseignements ?

- **Le retour de l'agriculture et de l'alimentation dans l'agenda national, régional et international**

- **Mais au niveau national: problèmes de gouvernance**
 - **Mise en place de plans d'action d'urgence dans un cadre de politiques publiques souvent très floues:** politiques inexistantes ou non actualisées, plans d'urgence se référant à un programme de développement non formulé ou non adopté

 - **Problème de leadership et de coordination** : au niveau national, au niveau des partenaires au développement, entre OIG et OI

I. Quels sont les principaux enseignements ?

- **Le retour de « l'Etat pré-ajustement » ou de l'Etat providence :**
 - **Dans sa vision:** dominée par le concept d'autosuffisance alimentaire nationale
 - **Dans ses fonctions:** planificateur, investisseur, encadreur, commerçant, etc.

I. Quels sont les principaux enseignements ?

- **Une gestion « de type humanitaire » de la crise:**
 - **Mesures prises sous la pression des opinions publiques**
 - **Forte médiatisation des mesures**
 - **Mesures conçues dans l'urgence** pour répondre :
 - à la crise alimentaire (dimension conjoncturelle)
 - mais aussi pour la relance de la production (dimension structurelle):
 - = **faible prise en compte des acteurs et des structures organisées** (ex. réseaux de distribution des intrants, organisations de producteurs, etc.)
 - = **risque d'affaiblissement de ces réseaux et structures professionnelles, alors que l'enjeu majeur est de renforcer leur structuration et de les doter en instruments pérennes**
 - = **un sentiment d'improvisation (Etats, OIG, PTF)/ type de crise non anticipée**

I. Quels sont les principaux enseignements ?

- **Une exacerbation du conflit d'intérêt**
« producteurs/consommateurs » (le dilemme)
 - **Des mesures commerciales de CT qui privilégient les produits d'importation / produits locaux** (suspension DD et TVA sur riz et blé importés)
 - = ciblées sur les consommateurs
 - **Alors que les plans de relance visent à réduire la dépendance extérieure**
 - = ciblées sur les producteurs
 - **Les mesures les plus coûteuses pour les finances publiques (DD, tva, subventions conso) étaient:**
 - Orientées vers les consommateurs, avec une faible incidence sur les prix
 - Non ciblées selon la capacité d'affronter le choc des prix
 - **Les pays sont démunis / filets de sécurité pour les pop. vulnérables**

I. Quels sont les principaux enseignements ?

- **Des réactions nationales prenant peu en compte les dimensions régionales du marché et de la sécurité alimentaire**
 - **Les systèmes d'information n'intégraient pas la veille sur les marchés mondiaux stratégiques = faible anticipation des dispositifs régionaux**
 - **Réaction tardive des institutions régionales**
 - **Difficultés de mise en œuvre de l'offensive régionale CEDEAO**
 - **Re-nationalisation des politiques de commerce extérieure et repli sur le marché national (interdictions d'exportation)**



L'espace régional est vécu comme un facteur d'insécurité alimentaire

I. Quels sont les principaux enseignements ?

- **Le riz: point de cristallisation de la plupart des initiatives (fiscales, budgétaires, agricoles):**
 - **Pourquoi:**
 - Extraversion croissante des habitudes alimentaires des consommateurs urbains mais aussi ruraux
 - Céréale la plus affectée par la hausse des prix
 - Forte demande d'importation
 - Potentiel important d'accroissement rapide de la production
 - Retour sur investissements jugés plus rapide si contexte durable de prix élevés

I. Quels sont les principaux enseignements ?

□ Une vision « agronomique » du développement agricole

- **Recours au paquet technique de développement inspiré de la révolution verte de 1^{ère} génération:** semences, engrais, équipements, irrigation, conseil
- **Des mesures d'appui à la production qui privilégient la subvention:** présuppose que le **prix est le principal frein** à l'usage des intrants par les producteurs
 - Questionne les **facteurs de décision des producteurs**
 - Une subvention de 5000 Fcfa sur un sac d'engrais correspond à la vente de 50 kg de céréales (H°: 100F/kg)
 - Attente des producteurs: des intrants de qualité, disponibles avant les semis >> facteur prix (impact fort sur les rendements)
 - D'où nécessité d'arbitrer entre subvention/ lignes de

I. Quels sont les principaux enseignements ?

□ Une vision agronomique du développement agricole

■ Focalisation sur les bassins de production à haut potentiel et délaissement des zones de production structurellement déficitaires

- = minorité de producteurs
- = priorité dans le discours à l'agriculture d'entreprise et ouvrant la voie aux stratégies d'accaparement des terres / Débat sur agricultures familiales

■ D'où impact sur la disponibilité mais faible sur la sécurité alimentaire des ménages ruraux vulnérables

■ Faible prise en compte dans les plans d'urgence de relance de la production du volet commercialisation/transformation:

- gestion des opérations post récolte,
- organisation de la mise en marché, stockage, etc.

Une communication en deux points...

I. Principaux enseignements de la crise et de ses réponses

II. Principales recommandations

II. Principales recommandations

Six propositions

Préalable: le changement durable en agriculture nécessite un environnement suffisamment sécurisé, des politiques inscrites dans la durée, stables et prévisibles

- 1. Améliorer la capacité d'anticipation des crises induites par les prix**
- 2. Améliorer la capacité de réaction et sa cohérence entre les différentes dimensions de la sécurité alimentaire**
- 3. Inscrire les mesures d'urgence dans l'orientation à long terme des politiques agricoles et alimentaires nationales et régionales**
- 4. Développer une capacité de réaction concertée à l'échelle régionale**
- 5. Renouveler la doctrine dans le domaine de l'intervention publique (politique agricole et gestion des marchés alimentaires stratégiques) et harmoniser les approches à l'échelle régionale**
- 6. Promouvoir la réflexion prospective**

II. Principales recommandations

1^{ère} proposition

1. Améliorer la capacité d'anticipation des crises induites par les prix

- **Les systèmes d'information:**

- Améliorer le suivi des marchés mondiaux et les perspectives
- Améliorer le suivi du pouvoir d'achat des différentes couches socioéconomiques
- Mise en œuvre d'AGRIS

- **L'analyse de l'information et l'aide à la décision:**

- Intégrer les prix mondiaux dans l'évaluation des risques alimentaires
- Développer l'analyse / couches vulnérables et filets de sécurité

- **L'amélioration de la connaissance:**

- Acteurs et fonctionnement du marché
- Comportement des différentes catégories de consommateurs / prix, évolution des systèmes alimentaires
- Comportement des producteurs
- Structure des coûts le long des chaînes de valeur

II. Principales recommandations

2^{ème} proposition

2. Améliorer la capacité de réaction et sa cohérence entre les différentes dimensions de la sécurité alimentaire

- **Intégrer le risque « prix mondial » dans les stratégies de prévention-gestion des crises alimentaires: choix et préparation des mesures**
- **Identifier les mesures répondant aux différentes dimensions de la crise alimentaire (disponibilités, accessibilité et fonctionnement du marché, nutrition) et assurant une cohérence d'ensemble:**
 - **Ex. filets sociaux alimentés par des produits locaux**
 - **Incitations fiscales assurant une discrimination ++ pour les produits régionaux**
 - **Mise en œuvre des instruments régionaux de l'ECOWAP**
- **Intégrer systématiquement l'analyse des prix internationaux dans les bulletins d'aide à la décision pour les décideurs nationaux et régionaux**

II. Principales recommandations

3^{ème} proposition

3. Inscrire les mesures d'urgence dans l'orientation à long terme des politiques agricoles et alimentaires nationales et régionales

- ❑ **La gestion des chocs ne doit pas remettre en cause les orientations de long terme des politiques**
 - ❑ Clarifier cette orientation des politiques :
 - ❑ retour sur le dilemme producteurs/ consommateurs
 - ❑ Modèle d'exploitation : agricultures familiales / agro-entreprises
 - ❑ Besoin de politiques ciblées sur l'environnement des acteurs et assurant une transformation massive des agricultures
- ❑ **Construire des instruments durables et soutenables**
 - ❑ Accès aux intrants: les producteurs ont besoin de dispositifs sécurisés, pérennes, intégrant la gestion du risque
 - ❑ Stockage et mise en marché: idem
 - ❑ Filets de sécurité
- ❑ **Développer les contrats d'achats publics pour sécuriser les producteurs et alimenter des réserves mobilisables pour amplifier les filets sociaux en cas de crise**

II. Principales recommandations

4^{ème} proposition

4. Développer une capacité de réaction concertée à l'échelle régionale

- **Urgence de finaliser la politique de commerce extérieure = clarification de la politique commerciale (TEC, outils de gestion de la volatilité aux frontières)**

- **Accroître la capacité d'anticipation de la CEDEAO, en lien avec dispositifs d'info et d'aide à la décision**
 - **Dans leurs domaines de souveraineté: la politique aux frontières**
 - **Dans les domaines de compétence partagées: fonctionnement du marché intérieur régional**
 - **Dans les domaines touchant la coopération entre les pays: valorisation des complémentarités sous régionales, mutualisation des SNS, concertations**

- **Amplifier les concertations sur la compatibilité régionale des incitations nationales et harmoniser les fiscalités intérieures**

II. Principales recommandations

5^{ème} proposition

5. Renouveler la doctrine dans le domaine de l'intervention publique (politique agricole et gestion des marchés alimentaires stratégiques) et harmoniser les approches à l'échelle régionale

- **Sortir du flou sur les politiques de régulation du marché au niveau national et au niveau régional**
 - Quelle est la doctrine régionale?
 - Quels sont les instruments réalistes, soutenables, efficaces?
 - Quel est le rôle des organisations professionnelles, interprofessionnelles, de l'Etat, des institutions d'intégration?

- **Clarifier le lien entre SNS, stocks / réserves régionales / stocks d'intervention, les modalités de constitution, reconstitution, gestion = comment l'espace régional peut devenir un espace de sécurisation alimentaire**

- **Développer une capacité régionale à peser sur les négociations internationales:**
 - Débats du G8/G20 sur la volatilité des marchés
 - Révision des règles commerciales à l'OMC

II. Principales recommandations

6^{ème} proposition

6. Promouvoir la réflexion prospective

- **Comment améliorer la gouvernance agricole, commerciale et alimentaire ?**
 - **Nationale/ régionale / internationale**
 - **Inter-institutionnelle au niveau national et articulation régionale**
 - **Institutions publiques/ Orga professionnelles/ secteur privé**
- **A quelles conditions l'agriculture familiale peut-elle répondre aux enjeux sociétaux, agricoles et alimentaires régionaux?**
- **Au delà des opportunités, la croissance démographique et l'urbanisation pose-elle de nouveaux défis à la région? Comment les relever?**
- **Comment intégrer réellement la vision régionale dans les approches nationales du développement agricole et de la sécurité alimentaire?**
- **Etc.**



Je vous remercie de votre attention

